
Rapport du Président sur une proposition de don au secteur privé en faveur de Hamkorkbank au titre du projet « Uzbek REMIT: débloquer les fonds et compétences au service des entrepreneurs ruraux »

Numéro du projet: 2000005660

Cote du document: EB 2025/146/R.8

Point de l'ordre du jour: 3 a) ii) a)

Date: 11 novembre 2025

Distribution: Publique

Original: Anglais

POUR: APPROBATION

Mesures à prendre: Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation telle qu'elle figure au paragraphe 26.

Questions techniques:

Pedro De Vasconcelos

Spécialiste technique supérieur et Responsable
Mécanisme de financement pour l'envoi de fonds
Division production durable, marchés et
institutions
courriel: p.devasconcelos@ifad.org

Nigel Brett

Directeur
Division production durable, marchés et
institutions
courriel: n.brett@ifad.org

Rapport du Président sur une proposition de don au secteur privé en faveur de Hamkorbank au titre du projet « Uzbek REMIT: débloquer les fonds et compétences au service des entrepreneurs ruraux »

I. Généralités et conformité avec la Politique sur les dons ordinaires du FIDA

1. Les envois de fonds constituent une entrée de capitaux essentielle pour l'Asie centrale et représentent une part significative de l'économie de la région, les montants reçus en 2024 étant estimés à plus de 24,65 milliards d'USD¹.
2. L'Ouzbékistan a une économie diversifiée, mais reste fortement tributaire des envois de fonds, qui ont atteint 14,8 milliards d'USD en 2024². Au premier semestre 2025, les envois de fonds se sont élevés à 8,2 milliards d'USD. En 2024, 77% de ces transferts provenaient de la Fédération de Russie, bien que les fonds originaires des États-Unis d'Amérique, du Kazakhstan et de la République de Corée soient en croissance³.
3. Les ménages bénéficiaires d'envois de fonds et les migrants de retour en Ouzbékistan, en particulier en milieu rural, sont confrontés à des entraves persistantes à l'accès aux services financiers officiels et aux possibilités d'investissement. En raison des limites technologiques (impossibilité de tenir compte des envois de fonds et des fonds amassés à l'étranger dans la notation de crédit) et des restrictions juridiques (interdiction d'octroyer du crédit aux personnes sans revenu officiel dans le pays), ces deux catégories n'ont pas accès au crédit officiel. Ainsi, les déficits de financement des microentreprises et petites et moyennes entreprises peuvent atteindre 80%⁴.
4. En Ouzbékistan, l'accès aux services financiers officiels reste inégal, les communautés rurales et isolées étant confrontées à des obstacles colossaux à cet égard (par exemple, 15,1% de la population urbaine a souscrit un emprunt auprès d'une institution financière officielle, contre 9,9% dans les zones rurales). En janvier 2025, on dénombrait environ 6 500 agences bancaires à l'échelle du pays, qui, pour la plupart, avaient pignon sur rue en milieu urbain⁵.
5. La migration de main-d'œuvre est une dimension fondamentale de l'économie de l'Ouzbékistan. En 2024, 1,35 million d'ouzbeks travaillaient à l'étranger, contre 2,1 millions en 2022. Soixante pour cent des migrants ouzbeks se trouvent dans la Fédération de Russie, et l'Ouzbékistan voit de plus en plus de ses citoyens s'installer au Kazakhstan, en République de Corée et dans l'Union européenne. À la fin de 2024, 250 000 travailleurs migrants étaient rentrés au pays⁶.
6. Les migrants revenus au pays travaillent principalement dans le secteur informel, en particulier dans l'agriculture, la construction, le commerce et les transports. Nombre d'entre eux, en particulier ceux issus des zones rurales, renouent avec l'agriculture familiale de subsistance ou la petite agriculture. Faute de financement

¹ Ratha, Dilip; Plaza, Sonia; Kim, Eung Ju. En 2024, les envois de fonds vers les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire devraient s'élever à 685 milliards d'USD, dépassant ainsi le volume combiné des investissements étrangers directs et de l'aide publique au développement. Blog « People Move » (Banque mondiale, 18 décembre 2024).

² Comité national des statistiques de la République d'Ouzbékistan, portail officiel des statistiques, <https://stat.uz/en>.

³ Alliance mondiale pour le savoir sur les migrations et le développement. Données sur les envois de fonds (Banque mondiale, 2024), <https://www.knomad.org/data/remittances>.

⁴ SME Finance Forum. Base de données sur les écarts de financement des microentreprises et petites et moyennes entreprises (2025), <https://www.smefinanceforum.org/data-sites/msme-finance-gap>.

⁵ Banque centrale de la République d'Ouzbékistan, *Balance of Payments, International Investment Position and External Debt: Annual Report 2024* (mars 2025).

⁶ Organisation internationale pour les migrations, *Uzbekistan. Migration Situation Report: October–December 2024*. (2025).

et de soutien technique adéquats, il est cependant difficile de vivre durablement de l'agriculture familiale. Ainsi, un nouveau départ à l'étranger dans le but d'envoyer des fonds aux proches restés au pays est souvent envisagé.

7. Le projet proposé sera financé par l'intermédiaire du programme financé à l'aide de fonds supplémentaires et cofinancé par la Plateforme pour les envois de fonds, les investissements et l'entrepreneuriat des migrants en Asie centrale (REMIT PRIME Asie centrale), une initiative de l'Union européenne mise en œuvre par le Mécanisme de financement pour l'envoi de fonds du FIDA. Le programme REMIT PRIME Asie centrale a pour objectif de maximiser l'impact des envois de fonds sur le développement durable au Kazakhstan, au Kirghizistan, en Ouzbékistan et au Tadjikistan en faisant progresser l'inclusion financière numérique et les activités génératrices de revenus, en rendant l'environnement plus propice à la mise en place de marchés abordables pour l'envoi de fonds numérique, et en promouvant l'intégration économique durable des familles rurales dépendantes des envois de fonds et la réintégration des migrants de retour dans leur pays.
8. Conformément à la Stratégie de collaboration avec le secteur privé du FIDA (2019-2024), à sa Politique sur les dons ordinaires, à ses directives relatives aux fonds supplémentaires et au cadre de délégation des pouvoirs, tous les financements accordés à des entités du secteur privé doivent être approuvés par le Conseil d'administration.
9. Le bénéficiaire a été sélectionné par voie de mise en concurrence, à l'issue d'un [appel à propositions national](#) lancé en Ouzbékistan. Les critères de sélection sont présentés en détail à l'appendice III. Hamkorbank s'est imposée comme le candidat correspondant le mieux au profil recherché en raison de son importante clientèle rurale (environ 40% de son portefeuille), de son expérience attestée en matière de finance inclusive et de numérisation, et de l'emprunt souscrit auprès du FIDA dans le cadre d'une opération non souveraine en cours. La proposition de don a été étroitement alignée sur l'opération non souveraine. Les complémentarités qui en découlent viendront renforcer les résultats escomptés eu égard à l'accroissement de l'inclusion financière dans les zones rurales.
10. L'approche du projet s'inscrit dans le cadre de la Stratégie nationale d'inclusion financière (approuvée par la résolution gouvernementale 314 du 1^{er} juillet 2022) et de la Stratégie nationale de développement à l'horizon 2030, qui soulignent toutes deux la nécessité d'améliorer l'accès des populations rurales aux financements et de faciliter la réinsertion économique des migrants à leur retour au pays. Le projet cherchera à créer des synergies avec des projets actuels et futurs du FIDA dans le pays.

II. Le projet proposé

11. L'objectif général du projet est de renforcer l'inclusion financière et de promouvoir des moyens d'existence productifs pour les ménages ruraux bénéficiaires d'envois de fonds et les migrants de retour en Ouzbékistan et cela, au moyen de solutions de crédit innovantes, de produits de prêt adaptés et d'un appui au renforcement des capacités. Les objectifs spécifiques sont les suivants: i) concevoir, introduire et mettre à l'essai un modèle de notation de crédit fondé sur les envois de fonds dans l'espace de microsimulation réglementaire de la banque centrale, afin de recueillir des données factuelles et de tirer des enseignements en vue d'une éventuelle application à l'échelle nationale; ii) améliorer l'accès au crédit des ménages bénéficiaires d'envois de fonds et des migrants rentrés au pays en adaptant les produits financiers à leurs revenus; iii) renforcer la capacité des ménages ruraux, en particulier des femmes, à utiliser efficacement le crédit octroyé sur la base des envois de fonds grâce à des programmes de formation à l'entrepreneuriat et de mentorat.

12. Le projet a été structuré de manière à éviter tout effet de distorsion sur les marchés, en ciblant des segments mal desservis et en encourageant l'innovation. Ce petit projet pilote innovant vise plus précisément à démontrer qu'il est possible de mettre en œuvre des modèles viables et reproductibles à grande échelle, capables de stimuler la concurrence et de favoriser une adoption plus large, sans pour autant perturber le fonctionnement du marché. Le projet est conçu pour mettre à l'essai des solutions numériques qui favorisent l'inclusion financière, en particulier dans les zones rurales et insuffisamment desservies. Les connaissances acquises seront mises à disposition comme un bien public, tandis que les interventions, conçues pour être ciblées et de portée limitée, viendront compléter – et non perturber – les dynamiques de marché, au service des objectifs nationaux d'inclusion financière et d'une concurrence saine.
13. Le projet sera mis en œuvre dans les zones rurales d'Ouzbékistan, essentiellement dans la région de Ferghana et d'autres zones caractérisées par une forte migration et les activités menées au titre de l'opération non souveraine. Le groupe de bénéficiaires directs sera composé d'environ 3 900 habitants des zones rurales qui reçoivent des fonds d'expatriés ou qui sont revenus au pays après avoir travaillé à l'étranger, dont quelque 50% de femmes. Au sein de ce groupe, environ 3 000 personnes bénéficieront du nouveau produit de prêt, 900 personnes suivront une formation à l'entrepreneuriat et 100 personnes participeront à une activité de mentorat personnalisée en complément de cette formation.
14. Le financement du projet sera étroitement en phase avec le prêt en cours accordé au titre d'une opération non souveraine au projet [Hamkorbank: Mise à l'échelle par la microfinance de la production durable dans les filières favorables aux pauvres](#). L'opération non souveraine permettra à Hamkorbank d'accroître son portefeuille de prêts agricoles aux petits producteurs, aux organisations de producteurs et aux microentreprises et petites et moyennes entreprises agricoles. La proposition de don vise à compléter ce financement en mettant l'accent sur les ménages bénéficiaires d'envois de fonds et les migrants de retour au pays, un segment important mais mal desservi de la clientèle rurale. Le don permettra à Hamkorbank d'utiliser un modèle de notation novateur fondé sur les transactions qui élargira l'accès au financement aux clients sans revenu officiel, tout en fournissant des services non financiers tels que l'appui à l'acquisition de compétences financières, la formation à l'entrepreneuriat et le mentorat par l'intermédiaire de ses agences rurales. Les deux initiatives sont géographiquement alignées, en particulier dans la région de Ferghana. Le don pourra ainsi augmenter la réserve de bénéficiaires potentiels de l'opération non souveraine et maximiser l'impact sur le développement. La coordination avec le FIDA contribuera à assurer la pleine complémentarité du ciblage, de la conception des produits et de l'appui aux bénéficiaires en évitant le double comptage, ce qui améliorera la portée du projet, réduira le risque de non-remboursement et renforcera la durabilité des deux opérations.
15. Le programme sera mis en œuvre sur 18 mois et s'articulera autour des trois composantes suivantes:
Composante 1: Améliorer l'accès des bénéficiaires d'envois de fonds et des migrants de retour au pays à des produits financiers adaptés.
16. Cette composante vise à éliminer les obstacles réglementaires et institutionnels à l'accès au crédit en faveur des bénéficiaires d'envois de fonds et des migrants de retour au pays. Elle appuiera la conception et la mise à l'essai d'un nouveau modèle de notation de crédit transactionnelle dans l'espace de microsimulation réglementaire de la banque centrale, ainsi que l'adaptation d'un produit de prêt aux besoins des bénéficiaires d'envois de fonds. Environ 3 000 personnes devraient bénéficier de ces nouvelles solutions financières, qui leur permettront d'utiliser les fonds envoyés par les migrants et leurs économies pour créer des entreprises et

renforcer leurs moyens d'existence. Des campagnes de sensibilisation feront connaître les produits et encourageront leur adoption.

Composante 2: Apporter un appui non financier en faveur de moyens d'existence productifs.

17. Cette composante permettra à Hamkorbank de mieux desservir les zones rurales en veillant à ce que certaines mini-agences puissent offrir des activités de formation commerciale et des services de mentorat aux bénéficiaires d'envois de fonds et aux migrants de retour au pays. Quelque 900 personnes participeront à des programmes de formation à l'entrepreneuriat destinés à renforcer leurs compétences entrepreneuriales et de gestion financière, et une centaine des participants parmi les plus prometteurs bénéficieront d'un mentorat personnalisé auprès d'entrepreneurs locaux. Ces services compléteront le nouveau produit de prêt en garantissant que les bénéficiaires sont en mesure d'utiliser efficacement et durablement le crédit pour mener des activités productives.
18. La composante renforcera également les systèmes et les capacités du personnel de Hamkorbank en vue de l'intégration du modèle de notation de crédit fondé sur les envois de fonds dans ses activités et d'élargir ses services par le biais de mini-agences rurales. Elle permettra également de tirer des enseignements de la mise à l'essai dans l'espace de microsimulation afin d'éclairer la concertation réglementaire avec la Banque centrale d'Ouzbékistan et la reproduction potentielle du modèle par d'autres institutions financières. En alliant des produits novateurs et des services non financiers, la composante permettra de réduire les risques de non-remboursement, de promouvoir l'utilisation responsable du crédit et d'ouvrir la voie à la diffusion des approches efficaces à l'échelle nationale et régionale.

Composante 3: Gestion et suivi du projet.

19. Cette composante est axée sur la coordination, la gestion financière et le suivi efficaces des activités du projet. Elle prévoit l'établissement de rapports semestriels sur les avancées financières et opérationnelles, la réalisation d'évaluations externes et l'élaboration d'un rapport sur les enseignements tirés afin de recenser les difficultés et les mesures d'atténuation des risques et de formuler des recommandations en vue d'une reproduction du modèle en Ouzbékistan et à l'étranger.

III. Effets directs et produits escomptés

20. Les effets directs et produits escomptés du projet sont décrits ci-après:
 - i) Amélioration de l'accès à des produits et services financiers adaptés pour les bénéficiaires d'envois de fonds et les migrants de retour au pays.

Effets directs:

 - utilisation du nouveau produit de prêt par environ 3 000 bénéficiaires d'envois de fonds et migrants de retour au pays (dont 1 500 femmes et 300 migrants);
 - élaboration et intégration d'un modèle de notation de crédit transactionnel dans le système de Hamkorbank;
 - conclusion d'un accord avec la Banque centrale d'Ouzbékistan pour la mise à l'essai du modèle dans son espace de microsimulation réglementaire;
 - décaissement de 4 500 000 EUR par le biais du produit de crédit adapté.

Produits:

- création de cinq groupes de discussion réunissant 50 participants (dont 25 femmes et 10 migrants de retour au pays);
 - réalisation d'une étude sur la demande auprès de 500 bénéficiaires d'envois de fonds et de migrants de retour au pays (dont 250 femmes et 100 migrants);
 - élaboration et intégration d'un modèle de notation (solvabilité) dans le système de la banque;
 - conclusion d'un accord avec la Banque centrale d'Ouzbékistan pour la mise à l'essai du modèle dans son espace de microsimulation réglementaire;
 - établissement d'un rapport sur la mise à l'essai du modèle dans l'espace de microsimulation réglementaire;
 - élaboration et distribution d'un produit de prêt entrepreneurial destiné aux bénéficiaires d'envois de fonds et aux migrants de retour au pays;
 - décaissement de 4 500 000 EUR par le biais du produit de crédit adapté.
- ii) Renforcement de l'appui non financier aux bénéficiaires d'envois de fonds et aux migrants de retour au pays.

Effets directs:

- participation de 900 personnes à une formation à l'entrepreneuriat (dont 450 femmes et 100 migrants de retour au pays);
- mentorat personnalisé pour 100 personnes (dont 50 femmes et 20 migrants de retour au pays);
- création de 10 entreprises par les participants ayant bénéficié d'un mentorat.

Produits:

- adaptation de cinq mini-agences rurales afin qu'elles puissent offrir, à titre expérimental, le nouveau produit de prêt et les services non financiers (100% dans les régions cibles du FIDA);
- formation à l'entrepreneuriat destinée à cinq formateurs de mini-agences;
- formation au mentorat personnalisé destinée à 20 mentors;
- réalisation de 60 activités de formation à l'entrepreneuriat dans le cadre du projet;
- présentation de 200 demandes de prêt (produit de crédit adapté) par les participants à la formation.

IV. Modalités d'exécution

21. Le bénéficiaire du don, Hamkorkbank, recevra et gèrera les fonds et sera responsable de la mise en œuvre globale du projet. Il conclura avec le FIDA un accord de don qui définira les clauses et les dispositions régissant la gestion des fonds, l'exécution du projet et les performances du bénéficiaire.
22. Les modalités de décaissement dérogeront des procédures habituellement suivies à cet égard, en l'occurrence des Dispositions générales applicables aux accords de don du FIDA, car des paliers opérationnels ont été établis afin que des avances puissent être versées lorsque certaines activités auront été achevées. On procédera

ainsi pour s'assurer que le projet est en voie de réaliser ses objectifs finaux. Le don fera l'objet de trois décaissements:

- i) Le premier acompte sera décaissé après l'entrée en vigueur du don, pour un montant ne dépassant pas 75% des dépenses prévues dans le plan de travail et budget annuel pour la première année, et sous réserve de la réception de l'avis de non-objection du FIDA.
- ii) Un deuxième acompte, pour un montant ne dépassant pas 75% des dépenses prévues dans le plan de travail et budget annuel pour la deuxième année, sous réserve de la réception de l'avis de non-objection du FIDA, sera décaissé à la discrétion du FIDA, sur la base de son évaluation du rapport intermédiaire présentant les réalisations de la première année, et sous réserve de la fourniture d'un état des dépenses certifié démontrant l'utilisation d'au moins 80% des fonds reçus au titre du premier acompte.
- iii) Un versement final sera effectué (si nécessaire, sur la base d'une évaluation du FIDA); il correspondra à la différence entre le montant total dépensé par le bénéficiaire dans le cadre du projet et le montant déjà décaissé par le FIDA, dans la limite du montant total du don. Ce versement final sera décaissé à la discrétion du FIDA après réception d'un rapport d'achèvement final satisfaisant prouvant la réalisation de tous les produits et effets directs du projet.

V. Coût et financement indicatifs du projet

- 23. Le coût total du projet s'élève à 580 950 EUR. Les financements comprennent une contribution du FIDA sous forme de don de 407 500 EUR (70,1%) et une contribution de contrepartie de 173 450 EUR (29,9%) fournie par Hamkorbank (22 000 EUR en espèces et 151 450 EUR en nature).
- 24. La contribution de contrepartie de Hamkorbank financera ce qui suit au titre de la composante 1: i) la création de groupes de discussion composés de membres du groupe cible; ii) l'intégration du nouveau processus de notation dans le système central de la banque par son équipe informatique; iii) la préparation et la gestion, par le personnel, de la mise à l'essai du modèle de notation dans l'espace de microsimulation réglementaire de la banque centrale; iv) la mise en œuvre du nouveau produit de prêt. Au titre de la composante 2, la contribution de Hamkorbank financera vi) la formation relative au nouveau produit de prêt destinée au personnel des mini-agences; vii) la formation des mentors; viii) l'élaboration de supports à la formation à l'entrepreneuriat.
- 25. La contribution du FIDA et de l'UE sous forme de don financera ce qui suit au titre de la composante 1: i) l'assistance technique pour l'élaboration du nouveau modèle de notation, y compris l'appui spécialisé à l'analyse des données; ii) la campagne de commercialisation du nouveau produit de prêt auprès du groupe cible. Au titre de la composante 2, le don financera iii) la mise à niveau des systèmes informatiques des mini-agences participantes afin qu'ils répondent aux exigences du nouveau produit de prêt; iv) la formation à l'entrepreneuriat destinée aux formateurs des mini-agences; v) la rémunération des mentors pour la prestation des services de mentorat personnalisés; vi) l'organisation des activités de formation à l'entrepreneuriat dans les zones rurales. Au titre de la composante 3, le don financera vii) les coûts unitaires d'exécution du projet; viii) l'établissement d'un rapport sur les enseignements tirés.

Tableau 1
Coût par composante et par source de financement
 (en euros)

<i>Composante</i>	<i>FIDA</i>	<i>Hamkorbank</i>	<i>Total</i>
1. Composante 1: Améliorer l'accès des bénéficiaires d'envois de fonds et des migrants de retour au pays à des produits financiers adaptés	235 250	162 450	397 700
2. Composante 2: Apporter un appui non financier en faveur de moyens d'existence productifs	135 000	11 000	146 000
3. Composante 3: Gestion et suivi du projet	37 250	-	37 250
Total	407 500	173 450	580 950

Tableau 2
Coût par catégorie de dépenses et par source de financement
 (en euros)

<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>FIDA</i>	<i>Hamkorbank</i>	<i>Total</i>
1. Salaires, traitements et indemnités	46 000	151 000	197 000
2. Services de consultants	10 000	-	10 000
3. Biens, services et intrants	345 500	20 000	365 500
4. Formation et ateliers	6 000	2 450	8 450
Total	407 500	173 450	580 950

VI. Recommandation

26. Je recommande au Conseil d'administration d'approuver la proposition de don du FIDA financé par l'Union européenne en faveur d'Hamkorbank, en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds, dans le but de financer en partie le projet intitulé « Uzbek REMIT: débloquer les fonds et compétences au service des entrepreneurs ruraux », accordera un don de quatre cent sept mille cinq cent euros (407 500 EUR) à Hamkorbank. Ce don sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées au Conseil d'administration dans le présent rapport.

Le Président
 Alvaro Lario

Results-based logical framework

Objectives hierarchy		Objectively verifiable indicators	Means of verification	Assumptions
Goal	To strengthen financial inclusion and promote productive livelihoods for rural remittance-recipient households and returning migrants in Uzbekistan through innovative credit solutions, tailored loan products, and capacity-building support		Number of unique clients who receive remittances through the bank or self-declare as a returnee; verified based on the bank's registration system	
Objectives	<ul style="list-style-type: none"> Design, introduce, and pilot a remittance-based credit scoring model within the Central Bank's sandbox, generating evidence and lessons to inform potential nationwide adoption Expand access to credit for remittance-receiving households and returnees by tailoring financial products to their income patterns; and Strengthen the capacity of rural households, particularly women, to effectively utilize remittance-linked credit through business training and mentorship programmes. 		Project monitoring system Hamkorbank MIS Yearly IFAD project report Regular monitoring meeting notes	There is a demand among the remittance recipients for the financial resources, as well as willingness to invest into the business activities among the target group.
Outcomes/ outputs	Outcome 1 Enhancing access to adapted financial products and services for the remittance recipients and returnees Expected Outputs 1 <ul style="list-style-type: none"> Five focus groups conducted to inform the baseline model and demand-side analysis. 50 remittance recipients and returnees engaged in focus groups (including 25 women and 10 returnees). One demand-side study completed, covering 500 remittance recipients and returnees (including 250 women and 100 returnees). One report produced on the results of the Regulatory Sandbox testing. 	<ul style="list-style-type: none"> Approximately 3,000 remittance recipients and returnees using the new lending product, including 1,500 women and 300 returnees. One transaction-based credit scoring model developed and integrated into Hamkorbank's core banking system. One agreement with the Central Bank of Uzbekistan secured to test the scoring model in the Regulatory Sandbox. EUR 4,500,000 disbursed through the adapted credit product. 	Reports from the focus group discussions. Signed attendance lists with participant profiles. Gender- and returnee-disaggregated data summary Signed agreements with the Central Bank. Regular monitoring meetings. Reports from the trainings. Training curriculum and agenda Attendance sheets. Pre- and post-training assessments. Certificates issued Loan application records from Hamkorbank system (gender/returnee-	There are enough creditworthy borrowers among the remittance recipients and returnees. The Central Bank of Uzbekistan continues to support testing and scaling of innovative products through the Regulatory Sandbox. Trained employees remain in their positions and apply the acquired skills in delivering trainings. Local entrepreneurs are willing to serve as mentors, and beneficiaries are receptive to mentorship. There is continued demand for business training and financial services in rural areas.

	Objectives hierarchy	Objectively verifiable indicators	Means of verification	Assumptions
	<ul style="list-style-type: none"> One business loan product designed and tailored to the needs of remittance recipients and returnees. <p>Outcome 2 Non-financial support to remittance recipients and returnees Expected Outputs 2</p> <ul style="list-style-type: none"> Five rural mini-offices upgraded to pilot the new loan product and deliver non-financial services (100% in IFAD focus regions). Five mini-office employees trained to deliver business training. 20 mentors trained to provide tailored mentorship services. 60 business trainings delivered over the course of the project (five per month across the pilot mini-offices for 12 months). 200 loan applications submitted by business training participants for the adapted credit product. 	<p>900 participants (including 450 women and 100 returnees) complete business training.</p> <p>100 participants (including 50 women and 20 returnees) receive tailored mentorship support.</p> <p>10 new businesses formally established by mentees.</p>	<p>disaggregated) • Internal bank MIS data reports</p>	<p>No major external shocks (e.g., conflict, natural disaster, prolonged COVID-type restrictions) disrupt in-person training and mentorship.</p>
Key activities by component	<p>Component 1. Enhancing access to adapted financial products and services for remittance recipients and returnees</p> <p>1.1 Conduct demand-side analysis and focus groups to develop the baseline model hypothesis and understand financial needs of remittance recipients and returnees.</p> <p>1.2 Develop and integrate a transaction-based scoring model into Hamkorbank's system, with technical support for data analysis, IT integration, and testing.</p> <p>1.3 Pilot the scoring model within the Central Bank of Uzbekistan's Regulatory Sandbox and generate lessons for potential scale-up.</p> <p>1.4 Design and deploy an adapted loan product tailored to remittance recipients and returnees, aligned with NSO funding.</p> <p>1.5 Implement outreach and marketing campaigns (online and offline) to promote the new loan product among the target group.</p>	<p>1.1 Demand-side analysis and focus groups</p> <p>At least 5 focus group discussions completed with ≥50 participants (≥25 women, ≥10 returnees).</p> <p>One demand-side study produced covering ≥500 respondents (≥250 women, ≥100 returnees).</p> <p>Survey findings documented and used to inform credit product design.</p> <p>1.2 Transaction-based scoring model development</p> <p>One scoring model designed, tested, and integrated into Hamkorbank's core banking system</p> <p>1.3 Pilot in Central Bank Regulatory Sandbox</p> <p>Formal agreement signed with the Central Bank to test the scoring model in the Sandbox.</p>	<p>FGD reports including participant lists (sex- and status-disaggregated).</p> <p>Survey dataset and final demand-side study.</p> <p>Consultant reports and presentation to Hamkorbank/IFAD.</p> <p>Technical design documentation of the scoring model.</p> <p>Bank's IT integration records and system screenshots.</p>	

Objectives hierarchy	Objectively verifiable indicators	Means of verification	Assumptions
<p>Component 2. Providing non-financial support to remittance recipients and returnees</p> <p>2.1 Upgrade IT systems in five rural mini-offices to enable delivery of the new loan product.</p> <p>2.2 Build capacity of mini-office employees to deliver business trainings; conduct regular trainings for beneficiaries in rural areas.</p> <p>2.3 Establish and implement a mentorship programme by training local entrepreneurs as mentors, and matching them with selected beneficiaries to support business development.</p>	<p>One pilot report produced documenting effectiveness, risks, and recommendations.</p> <p>1.4 Deployment of adapted loan product</p> <p>One adapted loan product formally approved and launched</p> <p>EUR 4.5 million in loans disbursed to ≥3,000 remittance recipients/returnees (≥1,500 women, ≥300 returnees).</p> <p>1.5 Outreach and marketing campaigns</p> <p>At least 2 nationwide campaigns conducted (8 online, 5 offline).</p> <p>2.1 IT upgrades in mini-offices</p> <p>5 rural mini-offices upgraded with IT systems</p> <p>2.2 Capacity-building and business trainings</p> <p>5 mini-office employees trained</p> <p>≥60 business training sessions delivered (≥900 participants: ≥450 women, ≥100 returnees).</p> <p>2.3 Mentorship programme</p> <p>20 local entrepreneurs trained as mentors.</p> <p>≥100 mentees supported (≥50 women, ≥20 returnees).</p> <p>≥10 new businesses established by mentees within 12 months of programme participation.</p> <p>3.1 Financial and operational management</p> <p>100% of financial and operational documentation submitted on time</p> <p>3.2 Lessons-learned report</p> <p>One consolidated lessons-learned report produced by end of project.</p>	<p>Training materials and attendance sheets for IT staff.</p> <p>Signed agreement with Central Bank on Sandbox participation.</p> <p>Sandbox pilot report and monitoring data.</p> <p>Minutes/reports of consultation workshops with the Central Bank.</p> <p>Internal documentation on loan product approval and rollout.</p> <p>Loan disbursement records from Hamkorbank MIS.</p> <p>Beneficiary survey results and client satisfaction reports.</p> <p>Campaign materials (flyers, posters, social media ads).</p> <p>Analytics reports from digital platforms (impressions, reach, clicks).</p>	

Financial governance

Given the selection of a private sector entity as the recipient (see Appendix III for details on the competitive selection process), a sound financial management and governance frameworks will be set in place. These will ensure that IFAD resources are being used most efficiently to achieve the objectives of the project.

This appendix covers details on: (a) financial management overview, (b) financial management systems, and (c) audit arrangements.

a. Financial Management System, including accounting specifications

The project's financial management arrangements and internal control systems will be designed to meet IFAD's requirements, ensuring the efficient and accountable use of resources.

Hamkorbank has a robust internal control system and adheres to international accounting standards by using the International Financial Reporting Standards (IFRS).

The grant will use the EU-funded IFAD Grant Agreement template which covers specific EU fiduciary requirements related to disbursement, accounting, reporting and auditing. There will be deviation for provision 3.3 "Disbursement" under Schedule 3 of the Grant Agreement, other than that, General Provisions are the ones applicable to the EU-funded IFAD Grant Agreement.

The disbursement arrangement will deviate from section 3.3 of Schedule 3 – General Provisions Applicable to EU-Funded IFAD Grant Agreements. Instead, disbursement arrangements will follow the below structure.

The grant will include three disbursements to be triggered on the basis of the expected milestones below in IFAD's sole discretion:

1. The first advance payment after the grant effectiveness, for an amount that shall not exceed 75 per cent of the expenditures included in the relevant workplan and budget for Year 1 that has received IFAD no-objection.
2. A second payment in the second year of implementation, for an amount that shall not exceed 75 per cent of the expenditures included in the relevant workplan and budget for Year 2, that has received IFAD no-objection. This payment shall be disbursed after receipt by IFAD of a Progress Report from Year 1 showcasing the achievement of Year 1. This payment shall be disbursed in IFAD's discretion on the basis of its assessment of the Year 1 Progress Report achievements. In addition to the submission of a certified Statement of Expenditure demonstrating the use of at least 80% of the first payment.
3. A final payment (if required) should be the difference between the total amount spent by the Recipient in this project during implementation and the amount already disbursed by IFAD within total grant financing. This payment shall be disbursed after receipt by IFAD of a satisfactory Final Completion Report showcasing the achievement of all project outputs and outcomes.

The Recipient may request withdrawals from the Grant through the submission to IFAD of a Withdrawal Application and other required documentation as listed at www.ifad.org/grantforms. For the second and third Withdrawal Applications, in addition to the above-mentioned milestones, the Recipient shall submit to IFAD a Statement of

Expenditure demonstrating the use of at least 80 per cent of the preceding instalment and 100 per cent of previous instalments, if any. No Withdrawal Application will be accepted by IFAD after the Grant Closing Date unless IFAD has agreed in writing to an extension.

Each one of the above instalments will be channeled to the Recipient only if and to the extent the relevant funds under the EU Contribution have been duly received by IFAD from the EU. IFAD may also request additional information and supporting documentation.

Cash flow control will be managed by a dedicated Project Administrator at Hamkorbank, responsible for overseeing transfers, expenses, and pending balances. Hamkorbank's finance and control team, composed of seasoned professionals, will oversee the financial operations of the Grant. Hamkorbank is committed to conducting business with the highest level of integrity.

Hamkorbank maintains and enforces a robust compliance and ethics regime, including a Corporate Code of Ethics that requires all employees to adhere to standards of integrity, honesty, confidentiality, and non-corruption. The bank also supports compliance control mechanisms (such as Know Your Customer (KYC)/ Anti-Money Laundering (AML), risk assessments, and anti-bribery rules) to ensure operations conform with relevant laws and regulations. Business relationships are conducted in line with the high ethical standards set out in its Code of Ethics.

b. Procurement Procedures

Procurement of goods, works and services required for the Project shall be carried out in accordance with IFAD's Project Procurement Guidelines (<https://www.ifad.org/en/-/document/project-procurement-guidelines>), and as per procurement procedures agreed by the Parties, which cannot be materially altered without the prior approval of IFAD. In all cases where procurement worth more than two hundred thousand United States Dollars (USD 200,000) or equivalent is covered under the Project Budget, the Recipient shall be required to submit a Procurement Plan.

c. Audit Arrangements

As per section 3.8 of Schedule 3 of the standard EU-funded IFAD Grant Agreement, the Recipient is required to submit to IFAD its annual audited institutional financial statements, an audit opinion on the Statement of Expenditures and a report of the factual findings by no later than 6 months of the Recipient's fiscal year end.

Overview of selection process and rationale for selection of private sector recipient

The Recipient, Hamkorbank Bank, was selected through a competitive process under the framework of Platform for Remittances, Investments and Migrants' Entrepreneurship in Central Asia (REMIT PRIME Central Asia), a programme co-financed by the European Union, with the aim to maximize the developmental impact of remittances by increasing access to them through digital methods, promoting digital and financial inclusion, and enhancing migrant returnees' access to income generating activities, particularly in rural areas.

On 23 April 2024, PMI's Financing Facility for Remittances (FFR) launched the "*Migrant Contributions for Development Call for Proposals 2024 (CfP24) for Uzbekistan: Leveraging remittances to foster financial and digital inclusion, and support the sustainable reintegration of migrant returnees for local economic development in rural areas.*" Published guidelines can be found in this link: <http://ifad.org/en/w/calls-for-proposal/migrant-contributions-for-development-call-for-proposals-2024-for-uzbekistan>. The CfP24 had three stages:

PHASE 0. Eligibility Check (before May 2024)

Interested organizations were required to ensure they met eligibility conditions, including registration in an IFAD Member State, compliance with licensing requirements, capacity to sign financial/legal agreements with IFAD, availability of audited financial statements, and a proven track record in remittances, financial inclusion or migrant reintegration

PHASE 1. Initial Bilateral Meetings (10–14 June 2024)

An initial bilateral meeting was conducted either in person (16 May in Tashkent) or online (10–14 June). Proponents presented their project ideas, including relevant expertise, definition of the project, geographical coverage, expected results, and an indicative budget. Submission of Annex 1 was required by 7 June 2024.

Announcement of preselected proposals: 17 June 2024

PHASE 2. Final Bilateral Meetings (8–12 July 2024)

Applicants preselected in Phase 1 were invited to submit Annex 2 (by 5 July) and to present a detailed project proposal during a two-hour online meeting. This phase required presentation of project context, organizational expertise, project design, implementation arrangements, innovation, sustainability, scaling-up potential and a detailed budget.

Announcement of final selected proposals: 15 July 2024

A Competitive Selection Evaluation Team (CSET), chaired by the FFR Manager, was formed by remittance and development specialists: the FFR Portfolio Officer (PMI Division), two expert consultants in remittances, financial inclusion and local development from the FFR, and one Central Asia financial sector expert consultant of the FFR.

As a result of the CfP in Uzbekistan, seven proposals were received from four local banks, two international organizations, and one academic institution. A dedicated technical review committee conducted a thorough assessment and ranking of these proposals, ensuring compliance with eligibility criteria and alignment with the CfP objectives:

1. International Potato Center (CIP) – International Organization
2. Consort Group in partnership with Aloqabank – Commercial Bank
3. Business Development Bank – Commercial Bank
4. International Organization for Migration (IOM) – International Organization

5. International Agriculture University – Academic/Research Institution
6. Hamkorbank – Commercial Bank
7. Microcredit Bank – Commercial Bank

The proposals from CIP did not align with the priorities of the PRIME Program, and the ones from the International Agriculture University and Microcredit Bank did not include enough detail on the intervention to provide a comprehensive review. The other four proposals met the minimum criteria for competitive evaluation. The selection process adhered to the principles of impartiality, transparency, and rigor.

The CSET evaluated the proposals according to the following criteria: (i) Impact (30 per cent); (ii) Sustainability and Scalability (20 per cent); (iii) Relevant Expertise (20 per cent); (iv) Degree of innovation (10 per cent); (v) Market positioning (10 per cent); and (vi) Implementation strategy (10 per cent).

After evaluating the strengths and weaknesses of each submission, the evaluators selected four proposals: Consort Group in partnership with Aloqabank, Hamkorbank, Business Development Bank and IOM.

Hamkorbank was finally chosen as the grant recipient due to its strong institutional capacity, alignment with the Call for Proposals' strategic goals, and potential to deliver impact at scale. The European Union (EU), as the primary donor, reviewed the committee's recommendations and approved the final selection of the awarded project.

This decision for Hamkorbank was based on the following three key factors:

Financial inclusion and rural outreach. Hamkorbank serves nearly 900,000 remittance recipients, representing close to 20 per cent of the country's remittance market. The proposed project seeks to transform remittance flows into productive finance by leveraging transaction histories to improve credit eligibility for remittance recipients and returnees. To extend its reach to rural communities, the bank intends to pilot decentralized small branches that supplement traditional branches and provide business development services for small entrepreneurs. While quantitative outreach targets are still to be defined, the approach demonstrates a clear intent to extend services to underserved rural segments and to align with IFAD's NSO operation that targets low-end rural entrepreneurs.

Proven institutional and donor engagement capacity. Hamkorbank successfully passed IFAD's NSO due diligence process and already manages a USD 2.5 million senior loan from IFAD, highlighting its credibility as a financial partner. It has a dedicated department for remittances and extensive experience working with international financial institutions and donors. The project builds on this foundation but will require the establishment of a cross-departmental product development team and strong leadership to ensure smooth coordination across lending, remittances, and business development services.

Innovation in credit scoring and service delivery. The project introduces a particularly innovative approach by using remittance transaction history as a formal criterion in credit scoring, to be tested within the Central Bank's regulatory sandbox. If successful, this will represent a breakthrough in recognizing remittances as reliable income for assessing creditworthiness. Complementing this, the deployment of mini-offices offering financial literacy and business development support is a disruptive model to fill service gaps in rural areas. While the cost-effectiveness of this model still requires validation, the combination of financial and non-financial services offers a promising pathway for strengthening resilience and entrepreneurship among remittance-receiving households.

Overall, Hamkorbank is well-positioned to deliver meaningful progress in financial inclusion and resilience for remittance recipients and returnees in Uzbekistan. Its large

customer base, market share in remittances, experience with IFAD and other international partners, and commitment to innovation make it a strong candidate to implement the REMIT-PRIME Central Asia initiative in the country. Nevertheless, the project design will need to sharpen its focus on rural outreach, define clear beneficiary targets and metrics, and present a detailed cost structure to ensure value for money and long-term sustainability.